Lutte contre les VSS – nos principes (v de travail)

1/NOUS SOMMES AUSSI CONCERNÉ·ES AUX ÉCLÉS

- « *Délibération 2020-12-03 du Comité Directeur :*
- *Les Violences Sexistes et Sexuelles (VSS) ne sont pas un phénomène extraordinaire dans notre société, elles existent donc aussi au sein de l'Association.*
- *Elles relèvent d'un problème systémique qu'il convient de combattre par une approche globale. Un travail sur le long terme impliquant les différent·e·s acteur·ice·s apparaît nécessaire au Comité Directeur pour assurer une bonne gestion de cette problématique. »*

2/LA SEXUALITÉ : UN DROIT, PAS DES VIOLENCES

- Nous défendons le droit pour tout le monde, y compris les jeunes et les personnes en situation de handicap, à avoir une vie affective et sexuelle consentie. La lutte contre les violences sexuelles ne signifie pas l'interdiction ou le découragement de vivre une vie affective et sexuelle consentie aux éclés.
- *“la sexualité et l'affectivité (...) sont une part importante du développement de la personnalité : les jeunes ne sont pas des êtres irresponsables qu'il faut enfermer dans des interdits moraux. L'information et l'éducation sexuelles font partie de nos préoccupations. Dans un monde où les relations amoureuses sont trop exclusivement liées aux risques, il faut réaffirmer qu'elles sont un facteur d'épanouissement de l'individu.”* (L'engagement des EEDF, AG 1998)

3/NOTRE BOUSSOLE : PROTÉGER ET SOUTENIR LES VICTIMES

- **Quand une personne parle de violences qu'elle a vécu, on la croit et on la soutient.**

La parole d'une personne au sujet des violences sexuelles et sexistes qu'elle a vécu est crue et prise en compte. Celui ou celle qui reçoit cette information assure la personne de son soutien, et agit pour la soutenir. On n'organise pas de confrontation entre une personne qui témoigne de violences et la personne mise en cause.

« Les plans nationaux doivent inclure une procédure pour (...) assurer un soutien immédiat et continu à la victime » (OMMS, Politique à l'abri de la maltraitance) ;
« L'intérêt supérieur de la personne vulnérable est essentiel et doit être la considération primordiale dans notre prise de décision » (AMGE, Politique de protection de l'enfance)

- **Les souhaits de la personne qui a vécu des violences sont pris en compte pour agir**

Ce que souhaite la personne qui a vécu des violences est important : on s'appuie dessus pour gérer la situation.

Cependant, on ne peut pas toujours agir uniquement en fonction de cela. Notamment, ce principe ne fait pas obstacle à un signalement s'il s'agit d'une personne mineur-e ou vulnérable au sens légal. Concernant une personne majeure, on lui explique la possibilité de déposer plainte, on l'accompagne si c'est nécessaire, mais on respecte son choix : on ne la force pas, on ne signale pas à sa place, à moins qu'une autre personne soit en danger imminent.

- **Les violences sexuelles et sexistes sont sanctionnées par l'association**

La sanction est définie par les personnes qualifiées dans l'association. Cette sanction peut prendre plusieurs formes en fonction de la sanction, jusqu'à l'exclusion. On doit expliquer aux auteurs quel est le cadre qu'ils ont transgressé, pourquoi, et quelle est la sanction.

Le projet politique et la responsabilité de l'association en matière de sécurité de ses membres impose une gestion et des sanctions internes des violences, qui ne dépendent pas et n'attendent pas une éventuelle procédure judiciaire.

- **La poursuite de l'engagement aux EEDF de la victime est plus importante que celle de l'auteur**

En fonction des situations, il peut arriver que les deux personnes puissent continuer leur engagement aux éclés. Cependant, si on doit choisir, la personne qui doit rester, c'est la victime. La mise en œuvre d'une sanction concernant l'auteur vise aussi à garantir cela : ne rien faire conduit souvent au départ de la victime.

Le principe de la suspension à titre conservatoire (= le temps d'y voir plus clair) a aussi pour fonction de permettre à la victime de continuer son engagement le temps que la situation soit traitée.

- **L'association regarde lucidement le fait que les violences sexuelles et sexistes sont un problème systémique.**

Les auteurs de violence ne sont pas des « monstres » ou des « autres » qui nous sont totalement étrangers : nous savons qu'il peut s'agir de personnes avec qui nous avons partagé des bons moments. Reconnaître cela n'enlève rien à la nécessité d'agir. Les auteurs doivent pouvoir s'exprimer sur la situation auprès des personnes qui la gèrent, ce qui ne signifie pas que leur parole ait la même valeur que celle des victimes. Nous voulons réfléchir à comment les accompagner, lorsque c'est possible, y compris dans leur départ de l'association.

Lutter contre les violences, c'est aussi agir pour changer la société. En tant qu'association, nous voulons promouvoir une culture interne favorable au respect et à l'émancipation des personnes. En tant que mouvement éducatif, nous voulons contribuer à former des citoyen·es qui écoutent et portent attention aux autres, qui expriment leurs besoins et leurs limites, qui développent des relations égalitaires, et défendent leurs droits.

Enfin, parce que les violences sont systémiques, nous devons nous former à mieux les gérer.

4/AVOIR UNE ASSOCIATION QUI SAIT GÉRER

- Nous voulons aller vers des procédures claires, des personnes identifiées pour savoir réagir sans paniquer lorsque ces situations sont portées à notre connaissance, une sensibilisation de chacun-e sur ces questions.
- Nos procédures doivent prendre en compte les mineur-es comme les majeur-es, les bénévoles comme les salarié-es, les personnes en situation de handicap comme les personnes valides. Elles doivent être cohérentes entre elles.
- Notre association fonctionne selon le principe de la responsabilité de chacun-e dans ses fonctions. Lorsqu'une situation est signalée, nous privilégions l'accompagnement de l'équipe sur terrain pour qu'elle gère, au fait que d'autres gèrent à sa place. Cela vaut tant que ils ou elles se sentent en capacité de le faire et agissent dans le respect des principes associatifs.
- Gérer des situations de violences est prenant, souvent difficile. Les équipes concernées doivent être accompagnées et soutenues durant toute la durée du processus.
- Pour agir face à des violences, il faut des repères et des outils : la formation à ce sujet doit intégrer notre plan de formation. Pour agir au mieux, nous devons analyser nos pratiques et les faire évoluer quand c'est nécessaire.